

Quand le gouvernement laisse libre cours à l'anarchie

Article rédigé par *Sputnik*, le 20 avril 2018

Source [Sputnik] La nouvelle génération qui gagne les rangs des Black Blocs, ces militants violents d'extrême gauche, a-t-elle pu émerger grâce au «laxisme» des forces de l'ordre durant les manifestations de ces derniers mois? En quoi la nouvelle doctrine d'intervention de la police peut-elle servir les intérêts du gouvernement? Enquête exclusive.

La manifestation des cheminots du 3 avril dernier, avec ses violences et ses heurts, vient-elle sonner la fin de la stratégie de non-intervention des forces de l'ordre? En effet, depuis l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, de nombreuses manifestations sauvages (sans déclaration à la préfecture de police), très peu, voire pas du tout couvertes par la presse mainstream, avaient vu les forces de l'ordre rester passives devant les débordements des manifestants et éviter au maximum les affrontements. L'objectif? Donner l'illusion du calme, ne pas donner d'écho à ces mouvements sociaux. Circulez, il n'y a rien à voir. Revers de la médaille, cette nouvelle doctrine semble avoir permis aux nouveaux membres des Black Blocs de faire leurs armes en totale liberté, sans crainte de représailles.

Pour rappel, les Black Blocs sont ces groupes plus ou moins structurés d'activistes, qui se placent en tête de cortège des manifestations, tout de noir vêtus et visages masqués afin de protéger leur anonymat. Souvent issus des mouvances libertaires ou anarchistes, le Black Bloc est un ensemble hétérogène, qui fluctue au gré des manifestations pouvant regrouper tour à tour des militants d'ultra-gauche, des anarchistes, des antifas (antifascistes), des autonomes, des zadistes, ou encore des casseurs apolitiques qui, simplement en adoptant les codes vestimentaires en vigueur, peuvent se greffer au groupe. La vocation première du Black Bloc est de s'attaquer aux symboles de l'État et du capitalisme: policiers, bâtiments publics, banques, enseignes de grands groupes capitalistes, mobiliers urbain publicitaire, etc.

Si la préfecture de Police n'a pas donné suite à nos demandes concernant cette stratégie de non-intervention, selon nos correspondants Sputnik sur le terrain, l'exécutif ne souhaite pas réitérer les débordements qu'ont connus de précédents gouvernements. En effet, les forces de l'ordre ont pu par le passé intervenir de manière très musclée. On se rappelle notamment les mouvements sociaux contre la loi travail version El-Khomri, où la promiscuité entre les forces de l'ordre d'une part et les activistes et manifestants paisibles d'autre part provoquait inévitablement des affrontements.

Depuis l'intronisation d'Emmanuel Macron, la consigne est claire: hors de question de connaître de nouvelles confrontations qui pourraient ternir l'image du gouvernement Philippe et délégitimer son action.

Retrouvez l'intégralité de l'article sur :

<https://fr.sputniknews.com/france/201804171035984212-enquete-police-black-blocs/https://fr.sputniknews.com>